

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEP CAPIPONTAINE

3 RUE DE FRANCHE COMTE
50100 Cherbourg-En-Cotentin

Références : 2025 - 369
Code AIOT : 0005302049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2025 dans l'établissement STEP CAPIPONTAINE implanté Chef du Pont 50480 Sainte-Mère-Église. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du BREF FDM, dont le dossier de réexamen a été instruit en avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEP CAPIPONTAINE
- Chef du Pont 50480 Sainte-Mère-Église
- Code AIOT : 0005302049
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La station d'épuration de Chef-du-Pont (Capipontaine) traite les effluents des établissements Mont-Blanc et Coopérative d'Isigny-Sainte-Mère. Elle est classée IED au titre de la rubrique 3710.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-5 et 6	Sans objet
2	Surveillance	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-7 et Titre III	Sans objet
3	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-8	Sans objet
4	Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'inscrit dans le cadre du réexamen IED de l'établissement, à la suite de la publication du BREF FDM en 2020.

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité réglementaire majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de management environnemental (SME)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-5 et 6
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'un SME opérationnel
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes: I. - Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un SME efficace; II. - Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine,

ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement;

III. - Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation;

IV. - Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables;

...

XI. - Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces; XII. - Mise en oeuvre de programmes de maintenance appropriés;

XIII. - Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence;

XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service;

XV. - Mise en oeuvre d'un programme de surveillance et de mesurage;

XVI. - Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur;

XVII. - Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour;

XVIII. - Evaluation des causes de non-conformité, mise en oeuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels;

XIX. - Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité;

XX. - Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres. Le SME intègre également les éléments suivants: - un plan de gestion du bruit (voir point 13.1); - un plan de gestion des odeurs (voir point 14); - un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6); - un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a). Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences. Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

Constats :

<p>Le SME de la station d'épuration Capipontaine est décliné par les SME des deux établissements Mont Blanc et Coopérative d'Isigny Sainte Mère.</p> <p>La coopérative d'Isigny Sainte Mère est certifiée ISO 14001 depuis 2012, tandis que Mont Blanc a engagé les démarches de certification, pour une validation prévue en juin 2026.</p> <p>Des points mensuels sont organisés entre les deux établissements et la SAUR, société qui est en charge de l'exploitation de la station d'épuration.</p> <p>Au regard de la nature de l'installation, l'inspection des installations classées estime que les SME des deux établissements permettent de répondre à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-7 et Titre III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.1. Suivi et inventaire des effluents aqueux Sur la base de l'inventaire décrit au point 6, l'exploitant identifie les flux d'effluents aqueux représentatifs du fonctionnement de l'installation. Il surveille, aux endroits clefs de l'installation, les paramètres permettant de contrôler l'efficacité des différentes étapes du traitement des effluents.</p> <p>7.2. Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes. Voir tableau dans AMPG du 27/02/2020</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets de l'année 2025 ont connu quelques dépassements non récurrents et traités rapidement (< seuil de tolérance de 10%).</p> <p>Il est à noter qu'une turbine est tombée en panne le 30 avril 2025. A la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé un listing des dépassements depuis début mai et des actions correctives mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 avril, panne d'une turbine du bassin d'aération ; • réorganisation de l'espacement des cinq turbines restantes pour couvrir au mieux le bassin d'aération, ce qui a entraîné plusieurs dépassements en MES et DCO lors de la remise en route ; • vers le milieu du mois de juin, de nouveaux dépassements sont constatés jusqu'à deux fois la valeur limite d'émission pour certains paramètres (MES, DCO, phosphore) - l'exploitant précise que les fortes chaleurs ont sûrement joué un rôle dans la remontée des concentrations et flux - ; • l'exploitant a rapidement remplacé la turbine en panne par une turbine de prêt (03/07) puis par une turbine en location (10/07) en attendant l'installation d'une nouvelle turbine

(prévue le 17/07).

L'inspection des installations classées précise qu'un retour écrit doit être réalisé concernant les dépassements du mois de juin, en précisant les actions mises en œuvre depuis la panne turbine du 30 avril.

L'exploitant a transmis un récapitulatif de l'incident de juin par mail le 11 juillet.

L'inspection des installations classées informe l'exploitant que le cadre de surveillance sur l'outil GIDAF a été mis à jour pour tenir compte des fréquences de suivi du BREF FDM.

L'exploitant en prend note et utilisera ce nouveau cadre pour les données de juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-8

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'efficacité énergétique

Prescription contrôlée :

L'exploitant applique la technique a et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point b. Voir tableau AMPG

Constats :

Dans le cadre des échanges mensuels réalisés entre les deux établissements Mont Blanc et Coopérative d'Isigny avec la SAUR, un point sur les consommations énergétiques de la station d'épuration est systématiquement réalisé. L'inspection des installations classées note que le ratio d'énergie consommée par kg de DCO traitée est suivi par l'établissement, qui s'est fixé un objectif à tenir de 1,25 kW/kg DCO.

L'exploitant précise qu'un projet de renouvellement des turbines est en cours, dont la mise en œuvre sera effective en fin d'année 2025 ou début d'année 2026. Le projet consiste à remplacer quatre turbines rapides en entrée de bassin d'aération par des turbines lentes, dont le rendement oxygénation / consommation d'énergie est meilleur, afin de traiter plus efficacement les eaux chargées en entrée de bassin. Deux turbines rapides seront conservées en sortie de bassin. Ce projet permettra de réduire la consommation énergétique par kg de DCO traitée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maîtrise, stockage des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-12

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage tampon des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux. La

capacité appropriée est déterminée par une évaluation des risques (tenant compte de la nature du ou des polluants, de leurs effets sur le traitement ultérieur des effluents aqueux, du milieu récepteur, etc.). Les effluents aqueux contenus dans ce stockage tampon ne sont rejetés qu'après que les mesures appropriées ont été prises. Dans le cas des unités existantes, la technique peut ne pas être applicable en raison du manque d'espace ou de la configuration du système de collecte des effluents aqueux.

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a pu constater que les deux bassins tampon de 450m³ sont bien fonctionnels et permettent de lisser les eaux entrantes en cas de pic d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe Titre II-13

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des odeurs

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants: - un protocole précisant les actions et le calendrier; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple); - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées note que l'établissement ne fait pas l'objet de plainte concernant les nuisances olfactives. Au regard de la nature de l'installation et de son environnement proche, l'inspection des installations classées suggère néanmoins de préparer un protocole à mettre en oeuvre en cas de plainte, qu'elle soit olfactive ou autre.

L'exploitant propose de réutiliser le corps des fiches de non-conformité des rejets de la station pour mettre en oeuvre ce protocole préventif.

Type de suites proposées : Sans suite